

Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 24 juillet 2018 :

PRESENTS :

MM. Galant J., Bourgmestre, Présidente,
Horny D., Desmet-Culquin B., Echevins,
Dubois G., Mauroy-Moulin-Stalpaert P.,
Pottiez P., Hallot J.P., Senecaut M., Robette-Delputte F.,
Decamps P., Chanoine V., Delhay J., Demoustiez A., Dessilly V.,
Decoster C., Egels E., Petit N., Conseillers,
Gillard S., Directeur général.

EXCUSES : Caulier G., D'Haese-Leuridant M., Echevins
Vanderkel A., Breuse E., Conseillers

Madame Senecaut et Monsieur Delhay intègrent la séance au point 2.

Avant de débiter la séance, la Présidente rappelle à l'assemblée la nécessité d'introduire les déclarations de mandats, exigées par le « Décret du 29 mars 2018 visant à renforcer la gouvernance et la transparence dans l'exécution des mandats publics au sein des structures locales et supra-locales et de leurs filiales », et ce pour la date du 31 juillet 2018 au plus tard.

La Présidente rappelle également que suite au courrier reçu par chaque conseiller au cours de la semaine écoulée, un point supplémentaire est proposé dans le présent ordre du jour, portant sur l'adoption de trois règlements complémentaires sur le roulage. Cette proposition d'ajout est approuvée à l'unanimité.

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 19 juin 2018 – partie publique – **approbation.**

Le procès-verbal de la séance du 19 juin 2018, partie publique, est approuvé avec 12 voix pour et 3 abstentions. Mmes Decoster et Petit, et Mr Demoustiez, s'abstiennent.

Madame Senecaut et Monsieur Delhay intègrent la séance

2. **Finances** – Situation de caisse en date du 6 juillet 2018 – **information**
3. **Finances** – Fabrique d'Eglise Notre-Dame de Vacrese à Herchies – Modification budgétaire n°1, services ordinaire et extraordinaire, de l'exercice 2017 – **approbation**

Le Conseil communal,

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes notamment les articles 1 et 2 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, plus précisément le titre VI du livre premier de la troisième partie du Code, titre IV débutant avec l'article L3161 ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 relative à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la délibération du 26/04/2018 par laquelle le conseil de la Fabrique d'Eglise Notre-Dame de Vacresse à Herchies a décidé d'arrêter la modification budgétaire n°1 du budget de l'exercice 2017 ;

Attendu que la modification budgétaire n°1 du budget de l'exercice 2017 de la Fabrique d'Eglise Notre-Dame de Vacresse à Herchies, réceptionné en date du 03/05/2018 à l'Administration Communale de Jurbise, se présente comme suit :

« Augmentation de 668,51€ à l'article 06a « Combustible chauffage » qui passe de 700,00€ à 1.368,51€, avec un financement interne ».

Considérant qu'aucun supplément communal n'est demandé ;

Considérant qu'une modification budgétaire ne peut être introduite, présentée et approuvée à son Conseil de Fabrique ou à l'Autorité de Tutelle après le 31 décembre de l'exercice concerné.

Considérant également que la vérification de la modification budgétaire n°1 du budget de l'exercice 2017 implique la remarque selon laquelle il s'agit d'un ajustement interne et non d'une modification budgétaire, pour laquelle l'administration n'avait pas à être sollicitée dans le cadre de son rôle de Tutelle ;

Décide, avec 16 voix pour et 1 abstention – Monsieur Delhay s'abstient :

Article 1 : La modification budgétaire n°1 du budget - Exercice 2017 de la Fabrique d'Eglise Notre-Dame de Vacresse à Herchies n'est pas approuvée pour les raisons invoquées ci-avant.

Article 2 : Que l'ajustement interne déjà arrêté en séance du Conseil communal du 19 juin 2018 lors de l'approbation du Compte 2017 de la Fabrique d'Eglise de Notre-Dame de Vacresse à Herchies reste l'unique résolution justifiant l'augmentation des dépenses à l'article 06a « combustible de chauffage ».

Article 3 . - De transmettre un exemplaire de la présente résolution à Monsieur le Directeur financier, aux membres de la Fabrique d'Eglise de Notre-Dame de Vacresse à Herchies de la de la pour disposition.

4. Finances – Compte de l'exercice 2017 du CPAS de Jurbise, services ordinaire et extraordinaire – approbation

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des CPAS et plus particulièrement son article 89 ;

Vu la circulaire du 28 février 2014 relative à la Tutelle sur les actes des centres publics d'action sociale et des associations visées au Chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des CPAS ;

Considérant que certains actes du CPAS sont soumis à la tutelle spéciale d'approbation exercée désormais par le Conseil communal avec possibilité de recours auprès du Gouverneur de province ;

Vu la délibération du Conseil de l'Action Sociale du 20 juin 2018 relative à l'arrêt et la certification du compte de l'exercice 2017 ;

Considérant la réception du compte 2017 du CPAS et des pièces annexes obligatoires en date du 05/07/2018 ;

Considérant que l'autorité de tutelle dispose, pour statuer sur le dossier, outre la possibilité de prorogation, d'un délai de 40 jours à dater de la réception de l'acte et des pièces justificatives ;

Considérant le rapport présenté par Monsieur le Directeur Financier ;

Considérant que la délibération susmentionnée du CPAS est conforme à la loi et à l'intérêt général ;

Décide, avec 12 voix pour et 3 abstentions – Mmes Senecaut et Petit, et Monsieur Delhay, s'abstiennent, tandis que Mme Decoster et Mr Chanoine ne prennent pas part au vote :

Art. 1:

La délibération du Conseil de l'Action Sociale du 20 juin 2018 relative à l'arrêt et la certification du compte de l'exercice 2017, est approuvée comme suit :

<i>Bilan</i>	ACTIF	PASSIF
2016	2.850.361,81€	2.850.361,81€

Compte de résultats	CHARGES (C)	PRODUITS (P)	RESULTAT (P-C)
Résultat courant	5.289.593,38	5.182.524,49	-107.068,89
Résultat d'exploitation (1)	5.453.707,08	5.431.972,33	-21.734,75
Résultat exceptionnel (2)	117.936,48	96.007,08	-21.929,40
Résultat de l'exercice (1+2)	5.571.643,56	5.527.979,41	-43.664,15

	Ordinaire	Extraordinaire
Droits constatés (1)	5.211.237,23€	203.314,44€
Non Valeurs (2)	929,90€	0,00€
Engagements (3)	5.304.178,41€	165.595,18€
Imputations (4)	5.304.178,41€	154.067,04€
Résultat budgétaire (1 – 2 – 3)	- 93.871,08€	37.719,26€
Résultat comptable (1 – 2 – 4)	- 93.871,08€	49.247,40€

Art. 2: La présente décision sera notifiée à Messieurs le Président du CPAS et le Directeur Général du CPAS.

Art. 3: Conformément aux dispositions en vigueur, un recours peut être introduit auprès du Gouverneur de Province.

5. Finances – Modification budgétaire n°1 des services ordinaire et extraordinaire du Budget 2018 du CPAS de Jurbise – approbation

Monsieur Delhaye demande à connaître la raison de la diminution de dépenses envisagée, à hauteur de 137.000 €.

Le Président du CPAS lui indique qu'il est difficile de répondre avec précision à sa question, ces diminutions de dépenses concernant plusieurs postes du budget.

Le Conseil communal,

Vu le projet de modification budgétaire n°1 du service ordinaire et extraordinaire du CPAS pour l'exercice 2018 ;

Vu le rapport favorable de la Commission visée à l'article 12 du Règlement général de la Comptabilité communale ;

Vu la délibération du Conseil de l'Action Sociale datée du 20/06/2018 relative à la modification budgétaire n°1 de l'exercice 2018 pour le service ordinaire et extraordinaire ;

Entendu le rapport de Monsieur le Président ;

Décide, avec 12 voix pour et 3 abstentions – Mmes Senecaut et Petit, et Monsieur Delhaye, s'abstiennent, tandis que Mme Decoster et Mr Chanoine ne prennent pas part au vote :

D'approuver la modification budgétaire n°1 du service ordinaire et extraordinaire du CPAS pour l'exercice 2018 qui porte le budget 2018 du CPAS aux nouveaux résultats suivants :

SERVICE ORDINAIRE

	RECETTES	DEPENSES
Budget initial	5.950.305,00 €	5.950.305,00 €
Augmentation	113.981,70 €	251.741,78 €
Diminution	0,00 €	-137.760,08 €
Nouveaux résultats	6.064.286,70 €	6.064.286,70 €

SERVICE EXTRAORDINAIRE

	RECETTES	DEPENSES
Budget initial	148.801,96€	142.000,00 €
Augmentation	52.332,44 €	51.059,21 €
Diminution	- 5000,00 €	- 5.000,00 €
Nouveaux résultats	196.134,40 €	188.059,21 €

6. Finances – proposition d'annulation de la convention entre la Commune de Jurbise et la Fabrique d'Eglise Notre-Dame de Vacresse à Herchies, relative à l'approbation conditionnelle de la modification budgétaire n°1 de l'exercice 2016 – approbation

Le Conseil Communal,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du Conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le Chapitre IV du Décret Impérial du 30 décembre 1809 traitant explicitement les charges des communes relatives au Culte ;

Considérant qu'en séance du 26/07/2016, le conseil communal a approuvé une convention suite à une demande d'intervention financière, d'un montant de 52.429,64€, introduite par voie de modification budgétaire n°1 du service extraordinaire de l'exercice 2015 de la Fabrique d'Eglise Notre-Dame de Vacresse et ce, dans le cadre de réparations rendues indispensables suite à la vétusté du bien mais aussi suite aux actes de vandalisme dont le bien a été victime ;

Considérant que le Conseil communal souhaitait faire preuve d'une prudence des plus élémentaires à l'égard d'un investissement relativement conséquent demandé par la Fabrique d'Eglise, alors qu'aucune garantie ne pouvait, à l'époque, être donné au Conseil communal quant au fait que l'investissement demandé bénéficierait uniquement, sur le long terme, à la Fabrique d'Eglise ;

Considérant qu'en date du 22 mai 2018, l'Administration Communale a reçu un courrier de l'Evêché annonçant qu'il n'y avait pas lieu de désaffecter ce lieu de culte et qu'il ne s'opposait pas à la poursuite de célébrations de cérémonies dans l'église ;

Considérant que par cette décision, les biens repris dans l'inventaire patrimonial de la Fabrique d'Eglise de Notre-Dame de Vacresse restent inaliénables et demeurent soumis aux contraintes de gestion liées à la domanialité publique ;

Considérant le Décret impérial du 30 décembre 1809 qui prévoit l'obligation des communes à suppléer à l'insuffisant des revenus pour des dépenses bien spécifiées à savoir et notamment, à l'entretien et réparations des édifices et presbytères consacrés au culte ;

Sur proposition du Collège communal,

Décide, avec 15 voix pour et 2 abstentions – Madame Senecaut et Monsieur Delhaye s'abstiennent :

Article 1^{er}. - D'annuler la convention adoptée par le conseil communal en séance du 26 juillet 2016 pour les raisons invoquées ci-avant.

Article 2. - De transmettre un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier et aux membres de la Fabrique d'Eglise de Notre-Dame de Vacresse pour disposition.

- 7. Marchés publics** – MP 2018-11-SG relatif à l'acquisition d'une tondeuse autoportée pour le Service Espaces verts : mode de passation, conditions, CSCh et liste des fournisseurs à consulter – **approbation**

Le Conseil Communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 144.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant le cahier des charges N° 2018-11-SG relatif au marché "Acquisition d'une tondeuse autoportée pour le Service Espaces verts" établi par la Commune de Jurbise ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 27.000,00 € hors TVA ou 32.670,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit en modification budgétaire n°1 du service extraordinaire du Budget communal, exercice 2018, article 766/74451 :2018.0071.2018 ;

Considérant que l'avis de légalité du directeur financier a été sollicité en date du 5 juillet 2018, obtenu le 12 juillet 2018 et qu'il s'avère favorable ;

Décide, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° 2018-11-SG et le montant estimé du marché "Acquisition d'une tondeuse autoportée pour le Service Espaces verts", établis par la Commune de Jurbise. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 27.000,00 € hors TVA ou 32.670,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.

Article 3. - De consulter les soumissionnaires suivants dans le cadre de cette procédure :

- Ets. André Lété, rue des Alliés 31 à 7870 Lens
- Ets. Loiselet, rue des Matelots 70 à 7800 Ath
- Ets. Acar & Fils, chaussée du Roi Baudouin 105 à 7030 Saint-Symphorien
- Ets. Loca J & D, route d'Ath 187 à 7020 Nimy

Article 4. - De financer cette dépense par le crédit inscrit en modification budgétaire n°1 du service extraordinaire du Budget communal, exercice 2018, article 766/74451 :2018.0071.2018

Article 5 - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

8. Travaux - Rénovation de la chaufferie de la salle culturelle J.Galant – Décompte final – approbation

Le Conseil Communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-4 relatif aux compétences du Collège communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (la dépense à approuver HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Vu la décision du conseil communal du 10 novembre 2015 approuvant les conditions, le montant estimé et la procédure de passation (procédure négociée sans publicité) du marché "Rénovation de la chaufferie de la salle culturelle J. Galant" ;

Vu la décision du Collège communal du 29 mars 2016 relative à l'attribution de ce marché à Ets. BOUVE, rue de Douvrain 3 à 7011 Ghlin pour le montant d'offre contrôlé de 50.792,00 € hors TVA ou 61.458,32 €, TVA comprise ;

Considérant que l'exécution du marché doit répondre aux conditions fixées par le cahier des charges N° TC UREX 7-5 ;

Vu la décision du conseil communal du 27 septembre 2016 approuvant l'avenant 1 pour un montant en plus de 7.451,96 € hors TVA ou 9.016,87 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que l'auteur de projet, IDEA, Rue de Nimy, 53 à 7000 MONS a établi le décompte final, d'où il apparaît que le montant final des travaux s'élève à 68.149,57 € TVAC, détaillé comme suit :

Estimation		54.531,50 €
Montant de commande		50.792,00 €
Q en +	+	1.340,00 €
Q en -	-	3.262,00 €
Travaux supplémentaires	+	7.451,96 €
Montant de commande après avenants	=	58.243,96 €
Décompte QP (en moins)	-	1.922,00 €

Déjà exécuté	=	56.321,96 €
Total hors TVA	=	56.321,96 €
TVA	+	11.827,61 €
TOTAL	=	68.149,57 €

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par SPW - Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie - Département de l'Energie et du Bâtiment durable, avenue Prince de Liège 7 à 5100 Jambes ;

Considérant que le décompte final dépasse le montant d'attribution du marché de 10,89 %;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2018, article 762/724-60 (n° de projet 2015.0025.2016) ;

Décide, à l'unanimité :

Article 1er. – D'approuver le décompte final du marché “Rénovation de la chaufferie de la salle culturelle J. Galant”, rédigé par l'auteur de projet, IDEA, Rue de Nimy, 53 à 7000 MONS, pour un montant de 68.149,57 € TVA comprise.

Article 2. – De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2018, article 762/724-60 (n° de projet 20150025).

Article 3. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

9. Travaux - Relighting de l'école communale d'Erbisoeul – Décompte final – approbation

Le Conseil Communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (la dépense à approuver HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Vu la décision du conseil communal du 10 novembre 2015 approuvant les conditions, le montant estimé et la procédure de passation (procédure négociée sans publicité) du marché “Relighting de l'Ecole communale d'Erbisoeul” ;

Vu la décision du Collège communal du 27 juin 2016 relative à l'attribution de ce marché à WM ELECTRICITE, P à E Martinrou, rue des Sources, 4 à 6220 Fleurus pour le montant d'offre contrôlé de 39.856,21 € hors TVA ou 42.247,58 €, TVA comprise ;

Considérant que l'exécution du marché doit répondre aux conditions fixées par le cahier des charges N° TC UREX 7-3 ;

Vu la décision du conseil communal du 26 septembre 2017 approuvant l'avenant 1 - Ordre modificatif pour un montant en plus de 6.522,71 € hors TVA ou 6.914,07 €, 6% TVA comprise et la prolongation du délai de 7 jours de calendrier ;

Vu la décision du Collège communal du 4 septembre 2017 approuvant le procès-verbal de réception provisoire du 31 août 2017, rédigé par l'auteur de projet, IDEA, Rue de Nimy, 53 à 7000 MONS ;

Considérant que l'auteur de projet, IDEA, Rue de Nimy, 53 à 7000 MONS a établi le décompte final, d'où il apparaît que le montant final des travaux s'élève à 47.354,71 € TVAC, détaillé comme suit :

Estimation		44.806,31 €
Montant de commande		39.851,21 €
Q en +	+	0,00 €
Q en -	-	1.704,66 €
Travaux supplémentaires	+	6.522,71 €
Montant de commande après avenants	=	46.378,92 €
Décompte QP (en moins)	-	1.704,66 €
Déjà exécuté	=	44.674,26 €
Total hors TVA	=	44.674,26 €
TVA (6 %)	+	2.680,45 €
TOTAL	=	47.354,71 €

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par SPW - Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie - Département de l'Energie et du Bâtiment durable, avenue Prince de Liège 7 à 5100 Jambes, et que le montant provisoirement promis le 13 juin 2014 s'élève à 42.346,40 € (pour le marché complet) ;

Considérant que le décompte final dépasse le montant d'attribution du marché de 12,10 %;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2018, article 722/724-60 (n° de projet 20150021) ;

Décide, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le décompte final du marché "Relighting de l'Ecole communale d'Erbisoeul", rédigé par l'auteur de projet, IDEA, Rue de Nimy, 53 à 7000 MONS, pour un montant de 47.354,71 € TVAC.

Article 2. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2018, article 722/724-60 (n° de projet 20150021).

Article 3. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

10. Sécurité – Règlements complémentaires sur le roulage – approbation

En réponse aux questions de Madame Senecaut et Monsieur Delhaye, la Présidente explique et précise la localisation des mesures envisagées à travers ces règlements complémentaires sur le roulage, tout en précisant que ceux-ci découlent d'une visite de terrain effectuée, avec un Inspecteur du Service Public de Wallonie, pour répondre à certaines interpellations citoyennes.

Le Conseil communal,

Vu la loi relative à la police de la circulation routière ;

Vu le règlement général sur la police de la circulation routière ;

Vu l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Attendu que dans certaines rues il est nécessaire de limiter la vitesse maximale de circulation autorisée à 50 km/h ;

Attendu que les communes peuvent bénéficier d'une aide technique destinée à envisager et à réaliser des projets de règlement complémentaire sur le roulage ;

Attendu qu'une visite sur les lieux a été réalisée le 13 juillet 2018 en présence d'un Inspecteur en Sécurité routière de la Direction de la Sécurité des Infrastructures routières du Service Public de Wallonie de Namur ;

Considérant l'évolution croissante de nouvelles habitations dans certaines rues ;

Considérant la configuration particulière de certaines rues ;

Considérant qu'il est indispensable de prendre certaines mesures afin de garantir la sécurité des usagers de la voirie ;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale ;

Décide, à l'unanimité :

Article 1er :

A la Chaussée Brunchault :

- L'abrogation des limitations de vitesse actuellement en vigueur entre les n°85 et 372.
- La limitation de la vitesse maximale autorisée à 50 km/h entre le n°85 et 372 via le placement de signaux C43 (50 km/h).

Au quartier formé par les rues du Grand Jour, Bruyère Saint-Pierre, des Prés et Impasse des Bruyères :

- L'établissement d'une zone dans laquelle la vitesse maximale autorisée est limitée à 50 km/h via le placement de signaux à validité zonale, d'entrée et de sortie reprenant le signal C43 (50 km/h).

A la Vieille Route de Lens :

- La limitation de la vitesse maximale autorisée à 50 km/h, entre les n°7 et 2 via le placement de signaux C43 (50 km/h), C45 (50 km/h) et C43 (50 km/h) avec panneau additionnel de distance « 100m » en préavis.

Article 2 : Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre Wallon des Travaux Publics.

11. Secrétariat – Intercommunale IDEA : recomposition du Conseil d'Administration – nomination de Monsieur Vincent DESSILLY en qualité d'Administrateur – **approbation**

Le Conseil Communal,

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du Conseil communal ;

Revu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et notamment le livre V de la première partie, Titre II, chapitre III, relatif aux Intercommunales ;

Vu le Décret du 29 mars 2018 visant à renforcer la gouvernance et la transparence dans l'exécution des mandats publics au sein des structures locales et supra-locales et de leurs filiales ;

Vu la *Circulaire ministérielle du 18 avril 2018 relative à la mise en application des décrets du 29 mars 2018 modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ainsi que la Loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale*, Circulaire de laquelle il découle l'obligation de mettre un terme aux mandats des administrateurs des Intercommunales pour la date du 1^{er} juillet 2018 au plus tard, et de prévoir à l'ordre du jour d'une Assemblée générale le renouvellement des membres du Conseil d'administration ;

Considérant les statuts de l'Intercommunale de Développement Economique et d'Aménagement de la Région de Mons-Borinage-Centre (IDEA) ;

Considérant l'affiliation de la Commune de Jurbise à l'Intercommunale IDEA ;

Considérant le courrier de l'Intercommunale IDEA du 4 juillet 2018, invitant le Conseil communal de Jurbise à se prononcer sur la nomination de Monsieur Vincent Dessilly en qualité d'administrateur de l'intercommunale, ce, suite à sa désignation par l'Assemblée générale extraordinaire du 27 juin 2018 ;

Décide, à l'unanimité – Monsieur Dessilly ne prend pas part au vote :

Article 1^{er}. - D'approuver la nomination de Monsieur Vincent Dessilly en qualité d'administrateur de l'intercommunale IDEA.

Article 2. - De transmettre un exemplaire de la présente délibération à l'Intercommunale IDEA pour suites voulues.

12. Divers – Rapport de rémunération reprenant un relevé individuel et nominatif des jetons et rémunérations alloués par l'Administration communale de Jurbise aux mandataires et aux personnes non élues au cours de l'exercice 2017 - **approbation**

Monsieur Delhaye demande à savoir si le CPAS est soumis à des obligations similaires, ce que le Président du CPAS lui confirme.

Le Conseil Communal,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du Conseil communal ;

Revu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et plus spécialement son article L6421-1 ;

Vu la Loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la Loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu le Décret du 29 mars 2018 visant à renforcer la gouvernance et la transparence dans l'exécution des mandats publics au sein des structures locales et supra-locales et de leurs filiales ;

Vu la Circulaire ministérielle du 18 avril 2018 relative à la mise en application des décrets du 29 mars 2018 modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD,) ainsi que la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale ;

Considérant que l'article L6421-1, §§ 1^{er} et 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, tel qu'inséré par le décret du 29 mars 2018 susvisé, prévoit en substance que :

- Le Conseil communal établit un rapport de rémunération écrit reprenant un relevé individuel et nominatif des jetons, rémunérations, ainsi que, le cas échéant, des avantages en nature

perçus par les mandataires et les personnes non élues dans le courant de l'exercice comptable précédent ;

- Ce rapport contient également :
 - a) la liste des présences aux réunions des différentes instances de la Commune ;
 - b) la liste des mandats détenus dans tous les organismes dans lesquelles la Commune détient des participations directes ou indirectes, ainsi que des informations relatives aux rémunérations liées à ces mandats ;
- Le Président du Conseil communal transmet copie de ce rapport au plus tard le 1^{er} juillet de chaque année au Gouvernement wallon ;

Considérant que l'alinéa 4 de cet article L6421-1, § 1^{er}, précise que ce rapport est établi conformément au modèle fixé par le Gouvernement wallon ;

Considérant toutefois que le modèle fixé par le Gouvernement wallon n'ayant été mis à disposition des informateurs institutionnels qu'en date du jeudi 14 juin 2018, sa transmission dans les délais prévus par l'article L6421-1, §2 évoqué ci-dessus était impossible ;

Considérant que pour des raisons pratiques et de clarté, il est proposé au Conseil communal d'arrêter en la présente séance le rapport de rémunération prévu à l'article L6421-1 ainsi qu'une annexe reprenant les informations et détails sollicités par le Gouvernement wallon ;

Considérant qu'en ce qui concerne ces informations, il convient de préciser ou rappeler les éléments suivants :

- o Seuls les membres du Collège communal perçoivent une rémunération du fait de l'exercice de leur mandat de Bourgmestre ou d'Echevin, le Président du CPAS percevant pour sa part une rémunération du CPAS ;
- o Seuls les membres du Conseil communal, de la Commission communale des Finances et de la Commission consultative d'aménagement du territoire et de mobilité (CCATM) perçoivent des jetons de présence lorsqu'ils siègent dans ces instances ;
- o Aucun jeton de présence n'est versé aux membres du Collège communal lorsqu'ils siègent au Conseil communal, à la CCATM ou dans la Commission communale des Finances ;
- o Des jetons de présence ne sont versés aux membres suppléants de la Commission consultative d'aménagement du territoire et de mobilité (CCATM) que lorsque le membre effectif qu'ils remplacent est absent ;
- o Aucun jeton de présence n'est versé aux membres de la Commission paritaire locale pour l'Enseignement (COPALOC) ;
- o Aucun avantage en nature n'est alloué par l'Administration communale aux mandataires et personnes non élues siégeant au sein des instances de la Commune ou désignés par celles-ci pour siéger dans d'autres organismes.

Considérant que, conformément au décret du 29 mars 2018 susvisé, les jetons et rémunérations mentionnés dans le rapport de rémunération sont exprimés en montants bruts (annuels et par séance) ;

Considérant qu'un tel rapport devra aussi être établi par les organismes dans lesquelles la Commune détient des participations directes ou indirectes, et que ce rapport sera, dans la mesure du possible, communiqué par les intéressés pour le 1^{er} juillet 2018, tant à la Commune qu'au Gouvernement wallon ;

Considérant qu'en attendant la réception des rapports de rémunération de ces organismes, l'Administration communale n'est pas en mesure d'inclure dans son propre rapport des informations relatives aux rémunérations liées aux mandats détenus dans lesdits organismes ;

Après en avoir délibéré ;

Décide, à l'unanimité :

Article 1^{er}. - D'approuver le rapport de rémunération de la Commune de Jurbise pour l'exercice 2017, composé des documents suivants :

- a) un relevé individuel et nominatif des jetons et rémunérations alloués par l'Administration communale aux mandataires et aux personnes non élues, comprenant la liste de leurs présences aux réunions des différentes instances de la Commune ;
- b) la liste des mandats détenus dans tous les organismes dans lesquelles la Commune détient des participations directes ou indirectes, sans les informations relatives aux rémunérations et présences liées à ces mandats.

Article 2. - De transmettre copie de la présente délibération au Gouvernement wallon, accompagnée des documents composant ledit rapport de rémunération. Ce rapport fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 3. - De charger Madame la Présidente du Conseil communal de l'exécution de la présente délibération.

13. Question(s) orale(s).

Aucune question orale n'étant posée, la Présidente déclare le huis clos.

20h30.